

Quand Obama s'explique sur la Syrie

Ce vendredi 30 août 2013 en fin d'après-midi, Barack Obama et son chef de cabinet se promènent dans les jardins de la Maison Blanche. Denis McDonough est un ami et l'un des plus vieux collaborateurs du président. Les promenades comptent en diplomatie – il faudra un jour faire l'histoire des grandes décisions acquises entre gazon et bosquet de roses. Obama parle de la Syrie. Il est sur le point d'intervenir, mais il est taraudé par le doute. Il veut tester son jugement.

Dix jours plus tôt, les forces de Bachar Al Assad ont utilisé des armes chimiques contre une banlieue de Damas tenue par la rébellion. Saisis dans leur sommeil, 1 429 civils syriens sont décimés au gaz sarin. Washington n'a aucun doute sur l'origine de l'attaque.

A l'été 2012, Obama avait fixé une « *ligne rouge* » : l'usage d'armes chimique changerait « *l'équation* » syrienne pour les Etats-Unis. Ils ne pourraient pas rester dans la posture de non-intervention militaire directe décidée par la Maison Blanche. Mais ce 30 août, après quarante-cinq minutes de promenade dans le parc, Obama fait marche arrière – soudainement. Tant pis pour la « *ligne rouge* », il n'y aura pas d'intervention. Cette décision va marquer sa présidence, pour l'histoire. Elle restera comme le symbole, la « signature » de sa politique étrangère.

Un véritable « merdier »

Ce 30 août, Obama a été jugé pour la postérité, écrit Jeffrey Goldberg dans le mensuel *The Atlantic* (avril 2016). Pour les uns, le 44^e président, inepte, a sonné la fin de l'Amérique en tant que super-puissance indispensable. Pour les autres, Obama, inspiré, a regardé en face l'enfer proche-oriental et il a sagement refusé de sauter dans les flammes. Le président a confié ses raisons au journaliste.

Il s'est expliqué au cours de nombreuses heures d'entretien dont Goldberg a tiré un article de 70 pages. C'est un plaidoyer pro-domo de la part d'Obama, mais aussi un document fascinant sur sa vision du monde et de l'Amérique dans le monde. Tout au long, il y a le traumatisme des aventures guerrières des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak, sans fin ni victoire. La plaie a été ravivée par l'intervention américano-britannico-française en Libye qui, déclenchée pour protéger la population de Benghazi, s'est transformée en exercice de changement de régime par la force à Tripoli. Elle a créé un abysse vide de pouvoir et se solde par un véritable « merdier » – le mot du président – qu'exploitent les djihadistes.

Pour Obama, tout engagement militaire en Syrie présente le risque d'un engrenage. Il n'en veut pas

Pour Obama, tout engagement militaire en Syrie présente le risque d'un engrenage similaire. Il n'en veut pas. Dans la matinée de ce fameux 30 août, le secrétaire d'Etat, John Kerry, répétait que la crédibilité du président était engagée, celle des Etats-Unis aussi. Les alliés de Washington dans le monde arabe, notamment à Riyad, en Europe et ailleurs n'en doutaient pas. Au bord du Potomac, l'ensemble de « l'establishment » en politique étrangère, républicain ou démocrate, affirmait : Obama ne peut pas ne pas réagir.

Cet unanimisme relève de ce qu'Obama appelle « *le manuel* » de politique étrangère à Washington, une sorte de bible que tout président devrait suivre pour entretenir le leadership de l'Amérique. Il n'y croit pas. Il veut se libérer de ces règles fétichisées. Cette affaire de « crédibilité » ne le convainc aucunement : « *Larguer des bombes sur quelqu'un pour prouver que vous êtes capable de larguer des*

bombes, c'est la pire des raisons pour user de la force. » Nombre de ses prédécesseurs ont toléré l'usage des armes chimiques au Moyen-Orient.

« J'ai dit : pause »

La crédibilité auprès des « *alliés* ». Quels alliés ? Obama stigmatise ces régimes sunnites qui veulent embarquer les Etats-Unis dans leurs « *guerres tribales* ». Il tonne contre ces monarchies qui, comme l'Arabie saoudite, ont « *wahabisé* » l'islam, semant dans toute la région, en Afrique et en Asie, la peste du djihadisme. Est-il « *dans l'intérêt des Etats-Unis* » d'être sur tous les sujets « *automatiquement* » aux côtés de ces alliés-là ?

Il réfute l'argument d'une prétendue faiblesse affichée, la sienne, qui aurait incité Vladimir Poutine à s'emparer de la Crimée : c'est sous le mandat de George W. Bush, pourtant très porté sur l'emploi de la force, que Poutine a envahi une partie de la Géorgie... Cette perception que « *la crédibilité de l'Amérique est [toujours] en question* », elle est le produit d'une pensée dominante stratégique dont il a voulu se « *libérer* ». « *J'ai dit : pause. On réfléchit. J'ai voulu m'extraire des pressions (...), ce fut une décision difficile à prendre* », ce 30 août, « *elle m'a coûté politiquement, mais c'était la bonne décision* ».

Sur proposition russe et parrainage de l'ONU, le stock d'armes chimiques syrien a été, plus ou moins, neutralisé. Mais Bachar ? L'administration démocrate s'est trompée, qui avait annoncé en 2011 sa chute rapide. Obama avait tancé le dictateur : il doit partir. Qu'a-t-il fait pour le forcer au départ ? Réponse : si nous formulons une condamnation morale contre un régime, cela ne nous oblige pas ensuite à intervenir dans ce pays, pour en changer le gouvernement, ce serait « *loufoque* ».

Il a attendu le printemps 2014 pour prendre l'organisation Etat islamique au sérieux. Il se décrit comme un internationaliste réaliste. Cynique ? Il a observé avec un relatif fatalisme l'immense tragédie syrienne. Goldberg résume : Obama a fait le pari que l'Amérique avait plus à perdre qu'à gagner en intervenant dans ce drame. Il est pessimiste sur un Moyen-Orient incapable de sortir d'interminables guerres « *tribales* ». Il pense que le leadership de l'Amérique se joue davantage en Asie et en Afrique, là où les hommes sont occupés à bâtir leur avenir plus qu'à s'entre-tuer. Il n'en démord pas : le 30 août, dans le jardin de la Maison Blanche, il a arrêté « *la bonne décision* ».

- [Alain Frachon](#)